

COMBATS ET OPERATIONS

NOUVELLE FORMULE

N°5

DOSSIER

L'ARMÉE FRANÇAISE AU TCHAD

1940-2011



SGA
DIRECTION DE LA GÉNÉRALITÉ DE
MÉTALLURGIE ET DES ARMES

Homecall GROUP

DEC-JANV-FEV 2013

M 09792 - 5 - F - 9,90 € - RD

DELICIEUSE DOUM, L'11 JOÛR SUISSE : 14,00 CHF

CAMPAGNE D'AFGHANISTAN, LE VOCABULAIRE DES SOLDATS
LE BATAILLON FRANÇAIS DE L'ONU DANS LA GUERRE DE CORÉE

PORTFOLIO

L'ALBUM PHOTO D'UN ARTILLEUR EN ALGÉRIE, 1955-1957

LA REVUE D'HISTOIRE DE L'ARMÉE FRANÇAISE

LA VICTOIRE OUBLIÉE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU TCHAD (1969-1972)

Entre la guerre d'Algérie et l'engagement en Afghanistan, la France a mené et réussi au Tchad, de 1969 à 1972, une des premières campagnes de contre-insurrection moderne. Par le volume des forces engagées, jusqu'à 3 000 hommes, et les pertes subies, 50 soldats tombés au combat, cet engagement au Tchad est comparable à celui mené par les troupes françaises dans les provinces afghanes de Kapisa-Surobi depuis 2008. Au cœur d'une population dix fois supérieure à celle de Kapisa et sur une superficie deux fois supérieure à celle de la France, cette campagne de deux ans est un succès, limité mais réel.

MICHEL GOYA



Algérie, 1959.
© ECPAD

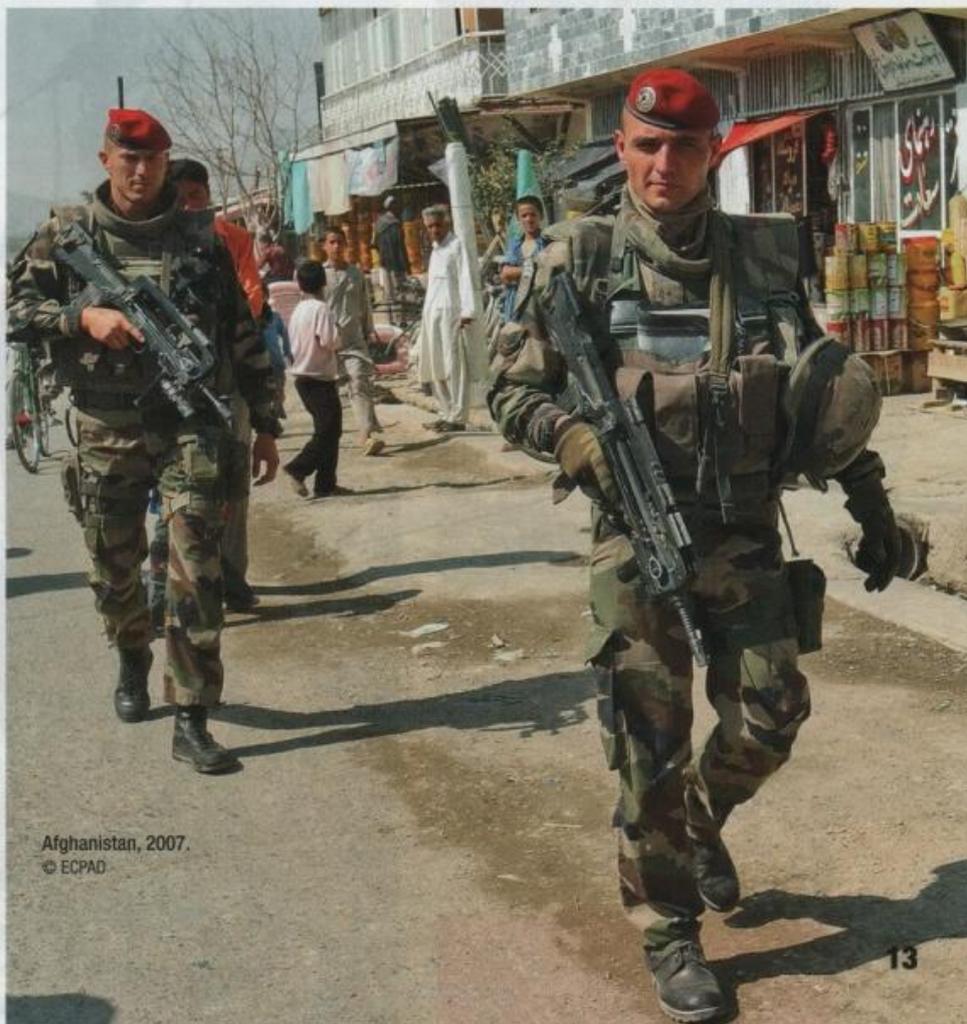
L'implosion du Tchad

De fait, il s'agit là de la première campagne de contre-insurrection menée par les forces françaises dans un pays étranger souverain. Elle trouve très classiquement son origine dans des troubles intérieurs provoqués par le ressentiment d'une partie de la population, les musulmans semi-sédentaires du Centre et de l'Est du pays puis les nomades des provinces du Nord, Borkou-Ennedi-Tibesti (BET), contre l'ethnie majoritaire chrétienne-animiste des Sara. Les Sara dominent l'administration depuis l'indépendance de 1960 et l'exercent, au mieux avec maladresse et au pire en mettant en coupe réglée les musulmans, tout en annulant les « faveurs » accordées par les colonisateurs français comme le respect de la langue arabe et les chefferies traditionnelles. Il est vrai aussi que certains de ces mêmes musulmans ont un peu de mal à obéir à des descendants de leurs esclaves.

À partir d'octobre 1965 et le massacre des collecteurs d'impôts de Mangalmé, les tensions se transforment en révolte armée. L'armée nationale tchadienne (ANT), forte d'à peine 3 000 hommes, intervient mais sa brutalité ne fait qu'attiser le mouvement de révolte. C'est dans ce contexte qu'en avril 1966 plusieurs mouvements d'opposition s'unissent à Nyala, au Soudan, pour former une organisation politico-militaire, le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat), soutenue par plusieurs pays environnants le Tchad (Libye, Soudan, République centrafricaine).

En s'appuyant sur des bases arrières au Darfour au Soudan et en République centrafricaine, le FROLINAT s'implante rapidement dans les provinces du Guéra (Mongo) et du Salamat (Am Timan), dans le centre et le sud-est, où il forme la « 1^{re} armée » auprès de l'ethnie ouadjaïenne, puis dans le BET en 1968 auprès de l'ethnie gorane (« 2^e Armée »). Le FROLINAT est divisé et ses deux « armées », 5 000 hommes au maximum, ne coordonneront jamais leurs efforts. Pour autant, la culture guerrière de ses combattants et le soutien de la population musulmane permettent au FROLINAT de menacer jusqu'à Fort-Lamy (actuelle N'Djaména) tandis que dans le Nord le poste d'Aozou est assiégé. La situation du président Tombalbaye est alors très critique. En prétextant l'aide étrangère à la rébellion, Tombalbaye invoque l'accord de défense du 15 août 1960 et l'accord d'assistance militaire technique du 19 mai 1964 pour faire appel à la France. À l'été 1968, la 6^e Compagnie parachutiste d'infanterie de marine (CPIMa), stationnée à Fort-Lamy et composée en

Tchad, 1970.
© ECPAD



Afghanistan, 2007.
© ECPAD

partie d'appelés est engagée avec un appui de AD-4 Skyraider pour dégager le poste d'Aozou sans combat. Cette opération rapide et discrète (camouflée par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie) permet de sauver provisoirement la situation dans le BET. En mars 1969, la situation est néanmoins si critique que le gouvernement tchadien est obligé de demander une aide militaire plus conséquente.

L'engagement dans la première campagne de contre-insurrection moderne

Un an après mai 1968 et en pleine campagne pour le référendum, le général de Gaulle hésite à lancer une expédition qui, quelques années après les indépendances africaines et la guerre d'Algérie, sera désapprouvée par une partie de l'opinion publique. Le chef d'état-major des armées n'y est pas favorable, au contraire de Jacques Foccart, son conseiller pour l'Afrique, et de l'ambassadeur à Fort-Lamy, Fernand Wibaux. L'appel de plusieurs chefs d'État africains le décide. La France s'engagera afin d'assurer la crédibilité de sa protection.

On décide de faire la guerre au FROLI-NAT, en s'attaquant à ses bandes armées et en lui retirant le soutien de la population afin de permettre à une administration et une armée locales renouvelées de reprendre le contrôle de son pays. Dans l'esprit du général de Gaulle cette contre-rébellion ne doit pas durer plus de quelques mois et n'employer que des soldats professionnels.

Dans sa forme, la campagne est d'abord interministérielle. Le ministère des Affaires étrangères doit s'efforcer de convaincre les pays voisins du Tchad de cesser leur aide à la rébellion. La Défense forme une mission militaire qui se subdivise elle-même en une force aéroterrestre pour agir directement contre les forces rebelles et une force de conseillers pour encadrer et former l'ANT. Enfin, le ministère de la Coopération forme la Mission pour la réforme administrative (MRA) afin de réorganiser l'administration tchadienne mais aussi d'aller au plus près de la population pour l'aider. Bien entendu ces « lignes d'opérations » parallèles vont générer des tensions entre Français et Tchadiens d'abord, ce qui va conduire au rappel à Paris du général Arnaud, mais aussi entre Français de la mission militaire et de la MRA sur la direction des milices villageoises. Les conflits sont arbitrés par un chef unique, l'ambassadeur de France, et l'ensemble reste cohérent du début à la fin de l'opération.

Confiée au gouverneur Pierre Lami, la Mission pour la réforme administrative (MRA) est conçue comme une force d'assistance technique d'une soixantaine d'administrateurs civils et surtout de militaires français implantés dans les préfectures, sous-préfectures, voire cantons, dans les régions où la sécurité est devenue suffisante. Pierre Lami est membre du Comité de défense civilo-militaire et traite directement avec le président Tombalbaye tandis que les cadres de la MRA supervisent le travail des préfets. Pendant ce temps plusieurs dizaines de sous-officiers sont au contact des villages pour satisfaire leurs doléances (puits, pistes, greniers à mil, dispensaire, soins médicaux, stations de pompage) et aider à la mise en place de milices de dix à vingt hommes.

Du côté militaire, la France engage jusqu'à 650 cadres (en 1970) dans les centres de formation de Moussoro, pour le recyclage des compagnies d'infante-

Le président François Tombalbaye en 1968.
© ECPAD



Méharistes tchadiens dans la région de Moussoro en 1969.
© ECPAD



LA VICTOIRE OUBLIÉE : L'INTERVENTION FRANÇAISE AU TCHAD (1969-1972)



Atelier de couture dans un village tchadien.
© ECPAD

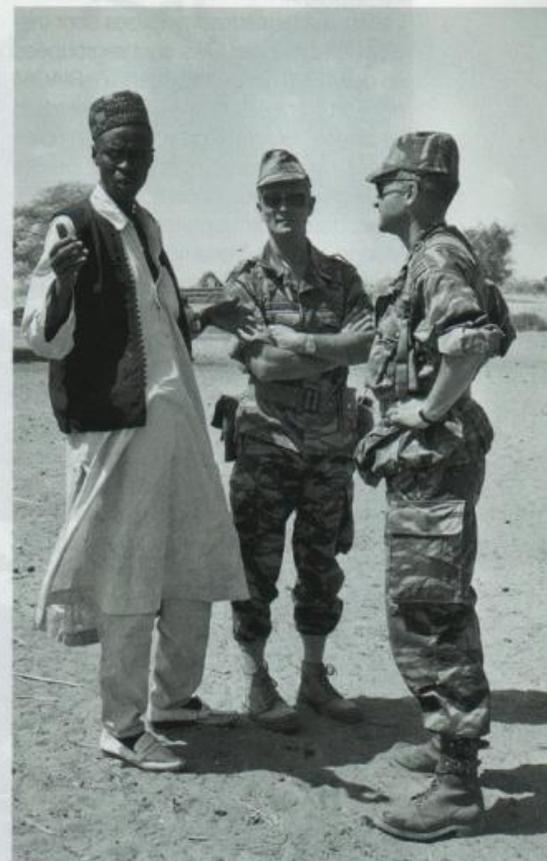
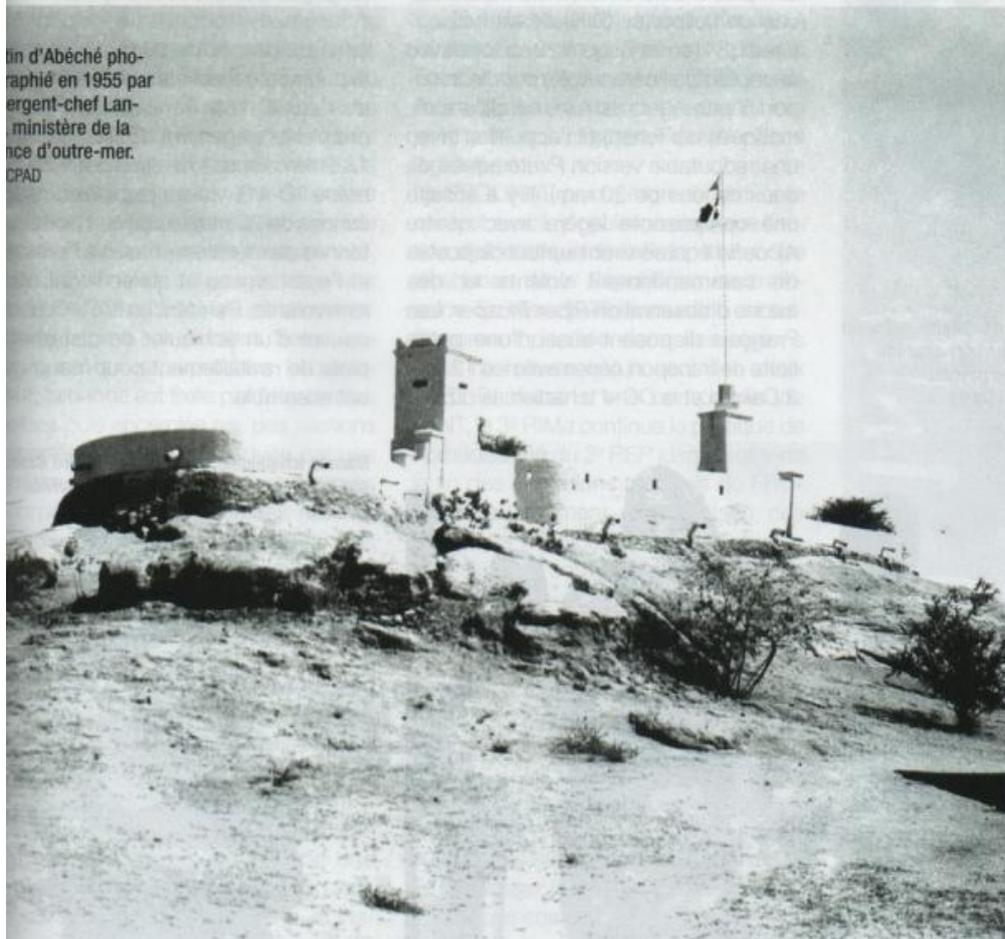
rie, et l'école d'officiers à Fort-Lamy, puis à l'intérieur des différentes unités de combat. De fait, à la fin de 1969, l'ANT est une armée franco-tchadienne où beaucoup de commandants de compagnie et de chefs de section sont français, en attendant leur remplacement progressif par des cadres locaux suffisamment formés. L'ANT franco-tchadienne fournit un groupement à Abéché dans l'Est et à Faya-Largeau, la base opérationnelle pour le BET.

Parallèlement à cette force d'assistance, la France engage également une force d'action directe contre les rebelles. Elle présente plusieurs originalités.

Un dispositif original

La première est son caractère entièrement professionnel, ce qui pousse d'abord à la professionnalisation « en cours d'action » du 6^e Régiment interarmes d'Outre-Mer (RIAOM) en place à Fort-Lamy depuis 1965, puis à celle de troupes présentes en métropole. Le 3^e Régiment d'infanterie de Marine (RIMa), composé d'appelés, apprend ainsi en août 1969 qu'il devra engager un groupement (on parle alors d'état-major tactique, EMT) fort de deux compagnies professionnelles pour mars 1970. Certains marsouins n'auront que

Abéché photographié en 1955 par le lieutenant-colonel Lan-
glois, ministre de la
Défense nationale.
© ECPAD



Le commandant Blin et le capitaine Betrone en conversation avec le chef du village de Gambir.

© ECPAD



Dans l'atelier de mécanique des troupes de marine du camp Dubut de Fort-Lamy, (renommé N'Djamena par le président Tombalbaye le 6 novembre 1973), réparation d'une Citroën 2 CV.
© ECPAD



Une automitrailleuse Ferrette en réparation dans l'atelier de mécanique des troupes de Marine du camp Dubut de Fort-Lamy.
© ECPAD



Largage de ravitaillement dont, ici des caisses de Kronenbourg.
© ECPAD

deux mois de service avant de partir pour 14 mois dans ce qui est alors la mission la plus dangereuse de l'armée française.

Les forces terrestres françaises sont très peu nombreuses. Elles sont regroupées en deux EMT. Le premier est le 6^e RIAOM de Fort-Lamy, fort de CPIMa et d'un escadron blindé léger, sur véhicules Ferret. Le second est fourni par le 2^e Régiment étranger parachutiste (REP), avec deux compagnies implantées à Mongo et Fort-Archambault (Sarh). Ces quatre unités élémentaires seront susceptibles d'être renforcées d'un EMT venu de métropole. Même avec un soutien limité au strict minimum, l'ensemble est extrêmement réduit pour combattre 3 000 à 5 000 hommes au milieu de 3,8 millions d'habitants et sur un territoire grand comme deux fois la France.

Ce faible nombre est compensé d'abord par l'intégration d'unités tchadiennes, comme la compagnie parachutiste de l'ANT affectée au 6^e RIAOM, par une grande activité, les compagnies étant en quasi-nomadisation permanente, et une connaissance du milieu qui s'accroît au fur et à mesure de la longue mission. Surtout, les capacités des moyens terrestres sont multipliées par l'association à une puissante composante aérienne. À l'exception des blindés légers, la force française est donc une pure force d'infanterie légère dont la presque totalité du soutien et des appuis vient des airs.

Le capitaine-médecin Duvivier ausculte un paysan.
© ECPAD



Le groupe mixte de transport GMT 59 comprend trois détachements d'intervention hélicoptères (DIH) de six hélicoptères H34 (on ira jusqu'à 22 au total avec un renfort de l'aéronavale) pour le transport (7 passagers dans les conditions climatiques du Tchad) et l'appui-feu (avec une redoutable version *Pirate* armée de deux canons de 20 mm). Il y a ensuite une composante légère avec quatre *Alouette II* qui serviront surtout de postes de commandement volants et des avions d'observation *Piper TriCaper*. Les Français disposent aussi d'une petite flotte de transport aérien avec les 12 *DC-3 Dakota* et le *DC-4* tchadien, la dizaine

Maman tchadienne qui s'apprête à faire ausculter son bébé par le capitaine-médecin Duvivier.
© ECPAD



CHRONOLOGIE

- 11 août 1960** : indépendance du Tchad
- 19 mars 1964** : accord d'assistance militaire technique entre le Tchad et la France
- Octobre 1965** : massacre de Mangalmé et début de l'insurrection armée
- Avril 1966** : création du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT)
- Mars 1969** : le président Tombalbaye demande l'aide militaire de la France
- 7 avril 1969** : arrivée de l'état-major tactique (EMT) du 2^e régiment étranger de parachutistes dans le centre du Tchad
- Octobre 1969** : arrivée d'un deuxième EMT de Légion étrangère
- Mars 1970** : relève des deux EMT par l'EMT du 3^e régiment d'infanterie de marine
- 11 octobre 1970** : embuscade de Bedo dans le Borkou-Ennedi-Tibesti (BET). Onze soldats français sont tués
- Janvier-juin 1971** : opération *Bison* dans le BET
- Mars 1972** : arrêt des combats
- Juillet 1972** : départ des troupes françaises à l'exception du 6^e régiment interarmes d'outre-mer
- 13 avril 1975** : coup d'état du général Malloum
- Octobre 1975** : départ des dernières troupes françaises



Parachutage opéré depuis un Nord 2501.
© ECPAD

La pacification du Centre et de l'Est tchadien

La première grande offensive civilo-militaire a lieu au centre et à l'est du pays à partir de la base de Mongo. L'EMT 1 du 2^e REP arrive le 7 avril 1969 avec 400 hommes. Sa mission est de réduire les bandes rebelles afin de les mettre à la portée des forces de sécurité nationales et de faciliter la reprise d'une activité civile normale. Une semaine après son arrivée, un de ses éléments est accroché par une bande de 250 rebelles qui commet l'erreur de venir à son contact. Selon une séquence qui se reproduira fréquemment, la bande est fixée par l'élément au contact puis encerclée par des sections hélicoptères avant d'être réduite par une combinaison de feux aériens et de corps à corps. Plus de 50 cadavres rebelles sont dénombrés alors que les Français n'ont subi aucune perte. C'est un choc pour les rebelles, qui vont désormais éviter le combat direct alors que camp loyaliste reprend confiance.

L'EMT 1 et le 6^e RIAOM dans le Chari (remplacé par un autre EMT de Légion en octobre 1969) vont ainsi multiplier les opérations de traque pendant un an. Au fur et à mesure de la progression française, la MRA multiplie les projets d'aide à la population, remet en place une administration locale, y compris les chefferies traditionnelles des sultans, et ins-

talle un maillage de petites milices villageoises. En juin 1970, plus de 2 400 armes ont déjà été distribuées à 60 milices. La France pousse Tombalbaye à entamer une politique de réconciliation, à libérer les prisonniers politiques et à organiser des élections législatives.

Le FROLINAT perd progressivement le contact avec la population alors que l'action diplomatique de la France lui coupe le soutien de la République centrafricaine. En mars 1970, la situation est suffisamment pacifiée dans ces régions pour ne relever qu'un seul des deux EMT. Renforcé d'une compagnie de l'ANT, le 3^e RIMA continue la politique de nomadisation du 2^e REP jusqu'à obtenir la fin des opérations militaires du FROLINAT au moment de la saison des pluies. La mission du 3^e RIMA évolue alors vers le soutien de la MRA avec l'aide aux populations, la formation des milices et l'incitation au ralliement. Une dernière offensive du Frolinat a lieu en février 1971 qui se termine par la destruction de la bande rebelle sans aucune perte française.

En juin 1971, l'EMT du 3^e RIMA se replie en France après avoir été relevée par l'ANT. Celle-ci, s'appuyant aussi sur les 120 milices villageoises alors formées, se sent assez forte pour mener seule les opérations comme en septembre 1971



Fort-Lamy, deux vues aériennes.
© ECPAD





Escorte d'un convoi d'essence et de mil entre Bokoro et Mongo en 1970.
© ECPAD

lorsqu'elle détruit la « compagnie rapide » du FROLINAT venu de Libye via le Soudan. En mars 1972, le FROLINAT a cessé toute activité militaire d'importance dans la région.

Les opérations dans le BET

Au début de 1971, le centre de gravité des opérations militaires s'est déplacé vers le Nord du pays. Celles-ci se déroulent en deux phases. La première, qui occupe tout le deuxième semestre 1970, est clairement défensive pour les Français. Le nouveau régime libyen du colonel Kadhafi a apporté son soutien à la « 2^e armée » du FROLINAT et celle-ci se sent assez forte pour lancer une série d'offensives sur tous les postes avancés du BET. La CPIMa est engagée depuis la base de Faya-Largeau. Le 11 octobre, après deux jours de reconnaissance dans le Borkou, le 1^{er} commando est pris dans une embuscade dans la palmeraie de Bedo. La bande rebelle est finalement détruite mais 11 soldats français ont été tués et 16 autres

Transall sur la piste de Mongo.
© ECPAD

blessés. Avec les renforts venus de Fort-Lamy et de Fort-Archambault, les Français parviennent néanmoins à dégager les postes encerclés.

Au début de 1971, le général Cortadellas, commandant la mission militaire, décide de passer à son tour à l'offensive avec l'opération *Bison*. De janvier à juin 1971, 900 soldats français et 350 Tchadiens, avec 150 véhicules, 18 hélicoptères et 8 avions traquent les rebelles Toubous dans les refuges montagneux du Tibesti. Depuis Faya-Largeau, des bases avancées sont créées avec la CPIMa portée par Transall, rejoints ensuite par un DIH et des Skyraider, pour lancer enfin, une fois les pleins faits, le tout dans le bouclage et la destruction des bandes repérées. Des opérations de ce type vont durer jusqu'en juin, provoquant des pertes très sévères au Frolinat mais ne parvenant pas à obtenir la décision. La consolidation avec les forces paramilitaires ne peut pas non plus se faire et l'ANT reste en position délicate dans le BET.



Le général Cortadellas, commandant en chef des troupes françaises au Tchad, 1970.
© ECPAD

Avec l'opération *Bison* mais aussi la résistance grandissante à la réforme de l'administration, la France atteint les limites de son action. Le choix pourrait être fait de poursuivre plus avant avec des moyens accrus mais on y renonce devant le coût humain, financier et politique élevé que cela induirait pour des



LA VICTOIRE OUBLIÉE : L'INTERVENTION FRANÇAISE AU TCHAD (1969-1972)



Escorte d'un convoi d'essence et de miel entre Bokoro et Mongo en 1970.
© ECPAD

résultats aléatoires et finalement marginaux. Le Tchad utile est pacifié et l'ANT, forte des 12 nouvelles compagnies formées et équipées par les Français (mais aussi les Belges au Zaïre), peut désormais en assurer la sécurité. Le FROLINAT, divisé, est très profondément affaibli et perd, au moins provisoirement, ses soutiens extérieurs : le Soudan de Nimeiry et la Libye de Kadhafi qui vient de signer des fructueux contrats d'armement avec la France. Le moment est choisi pour organiser le repli de l'EMT 1 à l'été 1971 et la fin des opérations directes françaises. Le nombre de conseillers de l'ANT se réduit également jusqu'à n'être plus que 200 à la fin de 1972. À l'été 1972, une campagne de relations publiques avec comme point d'orgue la visite du président Pompidou au Tchad, est organisée pour marquer symboliquement la réussite de l'opération française. Celle-ci ne se termine pas cependant, le 6^e RIAOM restant à Fort-Lamy avec le GMT 59 et la 1/22 comme

force de soutien et d'appui, tandis que l'assistance militaire et la MRA perdurent. Tout s'achève véritablement en octobre 1975 sur décision du nouveau président du Tchad, le général Félix Malloum. L'intervention française au Tchad de 1969 à 1972 est des rares cas réussis de contre-insurrection moderne. Ce succès est le résultat de la cohérence entre d'une part des objectifs politiques réalistes et d'autre part des moyens et des méthodes adaptés à ces objectifs limités. Il n'est pas question d'établir au Tchad une démocratie avancée, ni de « gagner le cœur et l'esprit » de la population en injectant une aide économique représentant plusieurs fois le produit intérieur brut local mais d'aider un camp politique à l'emporter sur l'autre, au moins pendant quelques années, par une approche globale. La France montre aussi qu'elle est prête à soutenir les gouvernements issus des indépendances et sans passer par les processus de décision longs et restrictifs des Nations-unies. ●



OPÉRATION BISON BRAVO (21-23 JANVIER 1971)

À Largeau, un rebelle rallié a signalé une bande d'une cinquantaine de maquisards réfugiés entre Beni-Erda et Beni-Drosso, à 70 km au nord-ouest de la palmeraie de Gouro. Le commandant Dominique, chef de l'opération, décide d'effectuer un hélicoptage pour isoler, puis réduire cette bande. Le 21 janvier à 6 h décollent de Faya-Largeau, les 9 hélicoptères de transport HSS, à vide, et l'Alouette II de commandement, puis, 30 minutes plus tard, deux Transall emportant la 6^e CPIMA, l'antenne chirurgicale et le carburant destiné aux HSS. Pendant ce temps, une section tchadienne, venue pendant la nuit du Sud, coiffe la palmeraie de Gouro et sécurise le terrain d'atterrissage. À 7 h, les deux Transall se posent sur une immense plaque de basalte au sud de palmeraie. Une base provisoire y est installée. À 7 h 15, les dix hélicoptères se posent sur la base, font le plein, embarquent la première vague de parachutistes à destination de Moyounga. Les deux Transall redécollent à destination de Largeau chercher deux sections du 3^e RIMA et du carburant. En vol dans l'Alouette II PC, le rallié signale un éboulis rocheux qui est censé abriter les rebelles. Ce n'est pas l'endroit qu'il avait indiqué initialement sur des photos aériennes. Les ordres sont passés par radio pour un changement total de conception et, au lieu de se poser à 1 200 m de l'objectif comme prévu initialement, les hélicoptères se posent sur un plateau rocailleux, surplombant les rebelles. Certains d'entre eux sont sur les crêtes et accueillent les paras avec un feu nourri. Le fil du général Cortadellas est blessé mortellement à la tête. Les hélicoptères repartent vers Gouro. À 8 h 15, les chasseurs-bombardiers AD-4 qui étaient en attente en vol à une trentaine de kilomètres au sud apportent leur contribution. Vers 10 h, les 2^e et 3^e rotations de marsouins sont posées sur zone. Elles complètent le bouclage. L'adversaire est alors complètement encagé et pilonné du ciel sans interruption. Les assauts répétés contre l'éboulis ne donnent cependant rien, c'est un vrai labyrinthe. Le parachutiste de 1^{re} classe Demiras est mortellement blessé. Plusieurs autres parachutistes sont blessés. Il est décidé de maintenir le bouclage pendant la nuit. Hélas le Nord 2501 Luciole, chargé d'éclairer le champ de bataille, arrivera après la tombée de la nuit, vers 20 h 30. Les quelques rebelles valides et les blessés légers passeront entre-temps les mailles du filet. Au matin, une douzaine de cadavres et d'armes sont récupérés. Des actions hélicoptées dans les environs permettront de capturer encore quelques blessés et fuyards. Le 23 après-midi, l'opération est démontée et l'ensemble du dispositif se retrouve à Largeau. Extrait de : Jackie Neau, *L'intervention de la France dans le conflit tchadien*, Mémoires d'Hommes, 2006.

Deux Ferrettes et une jeep en patrouille.
© ECPAD

BIBLIOGRAPHIE

- Jackie Neau, *L'intervention de la France dans le conflit tchadien*, Mémoires d'Hommes, 2006.
- Robert Buijtenhuijs, *Le frolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976*, Lannoo, 1978.
- Paul Gaujac, *Histoire des parachutistes français*, Société de production littéraire, 1975.
- Erwan Bergot, *La coloniale du Rif au Tchad, 1925-1980*, Presses de la cité, 1982.

OPÉRATION TACAUD TCHAD 1978-1980

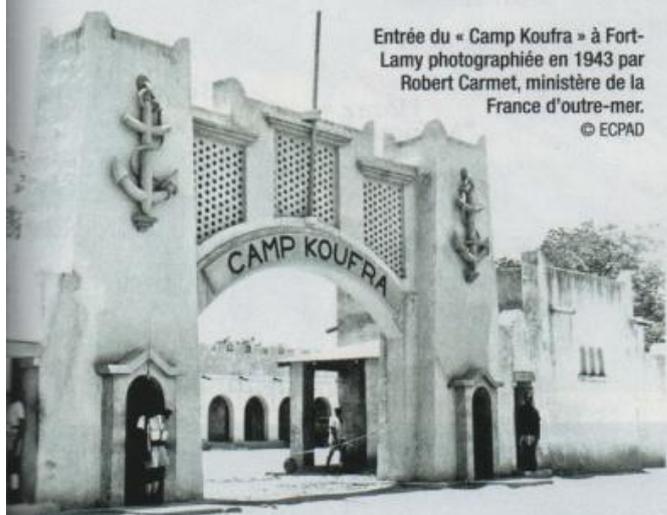


Situé au centre de l'Afrique, le Tchad, grand comme deux fois et demie la France, est le pays de la diversité. Diversité des climats, diversité des paysages et diversité des ethnies qui sont près d'une centaine, des Toubou du BET aux Sara du Sud-Chari. Pays de la diversité, le Tchad est aussi une construction artificielle dont, à l'indépendance, l'unité reste à bâtir. Pendant la période coloniale, le Tchad, pauvre et enclavé, n'a guère fait parler de lui jusqu'au 18 juin 1940. Ce jour là, son gouverneur Félix Eboué, entendant l'appel du général de Gaulle, décide, avant toutes les autres possessions de l'Empire, de rejoindre la France libre.

PIERRE DE TONQUÉDEC GÉNÉRAL

Aussi quand le pays, indépendant depuis le 11 août 1960, appelle la France à son secours pour l'aider à juguler une insurrection, mettant en cause son intégrité, le général de Gaulle montre qu'il n'a pas oublié : « Aux jours héroïques le Tchad n'a pas fait défaut à la France. Il peut être assuré que la France ne lui fera pas défaut. » À partir de 1969, cette promesse va

Jun 1978, opération Tacaud, dé-
chargement d'un Boeing 747 cargo
d'Air France à N'Djamena.
© ECPAD



Entrée du « Camp Koufra » à Fort-
Lamy photographiée en 1943 par
Robert Carmet, ministre de la
France d'outre-mer.
© ECPAD

conduire notre pays à s'impliquer étroite-
ment dans l'histoire tumultueuse de
son ancienne colonie.

Car, en début d'année 1969, le président
Tombalbaye, démocratiquement élu à la
tête du Tchad, est confronté à une rébel-
lion généralisée qui trouve appui à ses
frontières et menace dangereusement
Fort-Lamy la capitale.

Cette rébellion a pour origine l'incapacité
et la corruption d'une administration qui,
en neuf ans, s'est rendue insupportable
à ses administrés. Dans le même temps,
les forces armées tchadiennes n'ont

jamais été en si mauvais état. Le cocktail
explosif, constitué par la déliquescence
des forces de sécurité et l'impéritie de
l'administration, a déclenché une jac-
querie en pays Moubi au centre du
Tchad. Peu de temps après, les Toubou
du Tibesti, jugeant le moment venu d'en
finir avec les insupportables excès de
l'armée nationale, ont investi le poste
d'Aozou et sont entrés à leur tour en
rébellion. Regroupés à Tripoli autour du
docteur Abba Sidick, des exilés politi-
ques se sont posés en instigateurs de
ces actions et ont créé le Front de libé-

OPÉRATION TACAUD TCHAD, 1978-1980

Transbordement de ravitaillement à Bokoro en février 1970.
© ECPAD



ration nationale du Tchad (FROLINAT). Le pays devenant ingouvernable et l'affaire prenant une dimension internationale, le président Tombalbaye ne voit qu'une solution : faire appel au général de Gaulle.

Celui-ci donne son accord, mais pose ses conditions : les forces françaises ne chercheront pas une victoire totale sur la rébellion. Elles devront seulement l'affaiblir le temps nécessaire à une réorgani-

Muammar Kadhafi photographié à Tripoli le 26 août 1978, donnant l'accolade à Yasser Arafat.
© AFP

sation de l'administration tchadienne et à une profonde réforme de la mentalité de ses fonctionnaires. Ce sera la tâche d'une Mission de réforme administrative (MRA), placée sous l'autorité d'un haut fonctionnaire français.

Le 26 septembre 1969, le général Cortadellas, désigné par Paris comme délégué militaire du gouvernement français auprès du gouvernement tchadien, débarque à Fort-Lamy. L'état-major

franco-tchadien, qu'il met immédiatement sur pied, devient rapidement le moteur de l'État et du pays.

Il décide de réorganiser l'armée nationale tchadienne (ANT), tout en faisant face à la rébellion. Cela implique de relever les cadres tchadiens, placés à l'instruction, par des officiers et des sous-officiers français. Avec cet encadrement provisoire, l'ANT, épaulée par quelques formations françaises peu nombreuses mais de grande valeur, parvient en trois ans à juguler la rébellion. Les combats de Zouar et de Kirdimi au BET, et d'Am Dagachi au Ouaddaï la neutralisent durablement. Dans le même temps, le général renforce considérablement les forces de sécurité tchadienne. Le 31 août 1972, quand cesse l'intervention française, en saluant la mémoire des 40 officiers sous-officiers et marsouins qui ont fait au Tchad le sacrifice de leurs vies (parmi lesquels son fils le sergent-chef Bertrand Cortadellas), il peut, à juste titre, estimer sa mission remplie. Malheureusement, la MRA a échoué dans sa tâche. L'apathie, la corruption et l'arbitraire des fonctionnaires tchadiens, responsables, pour une bonne part, du déclenchement de la rébellion, n'ont pas disparu.

De surcroît, la fin de l'intervention, décidée unilatéralement par le gouvernement français, provoque l'incompréhension et la colère du président Tombalbaye. Redoute-t-il de se retrouver, au départ des troupes françaises, en face d'une armée tchadienne réorganisée dont les chefs ne lui pardonnent pas l'humiliation d'avoir été placés sous tutelle française ? S'est-il mépris sur la promesse faite par le président Pompidou lors de son voyage officiel à Fort-Lamy : « La France n'a pas aidé le Tchad à sortir de ses difficultés pour le laisser ensuite s'effondrer dans l'anarchie et la subversion. Nous l'aiderons ! » ?

Il se sent, en tout cas, abandonné et trahi par une décision qu'il juge hautement inamicale et, pour le moins, fort prématurée. Il tourne alors résolument le dos à la France et affirme publiquement que « le Tchad ne tolérera plus les immixtions françaises dans ses affaires intérieures ». Sans doute espère-t-il trouver une compensation à cette rupture en se rapprochant de la Libye devenue pourtant particulièrement dangereuse.

Car l'arrivée au pouvoir à Tripoli de Muammar Kadhafi, le 1^{er} septembre 1969, représente une grave menace pour le Tchad. L'ambitieux colonel considère en effet que ce pays constitue « l'étranger proche de la Libye » et qu'à ce titre tout ce qui concerne le Tchad



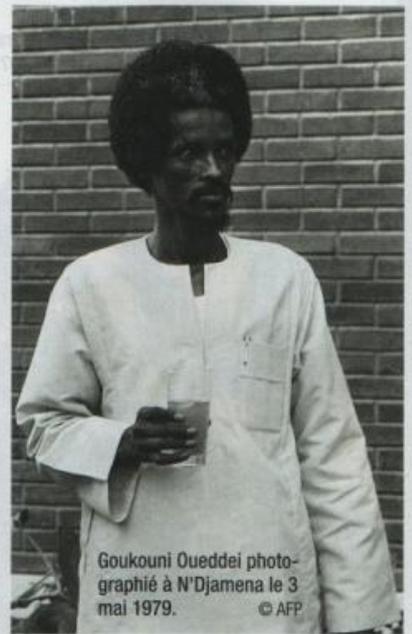
intéresse Tripoli. La pertinence de la politique menée par le président Tombalbaye est alors ouvertement remise en cause par ses militaires. L'arrestation le 3 avril 1975 du général Djogo son chef de cabinet, du colonel Djimé commandant la gendarmerie et du chef d'escadron Kotiga son adjoint, ordonnée pour juguler cette fronde, conduit le capitaine Djimtoloum, un officier charismatique, à prendre d'assaut la présidence où Tombalbaye trouve la mort.

Les cadres de l'armée se retrouvent brusquement détenteurs d'un pouvoir dont ils ne savent que faire. La nomination du général Malloum, ancien chef d'état-major des armées, à la magistrature suprême suscite un espoir vite dissipé. Le Tchad retourne à ses démons. La rupture avec la France provoquée par la désinvolture manifestée par notre pays dans sa gestion de « l'affaire Claustre » fragilise un peu plus le pouvoir en place à N'Djamena. Le 27 septembre 1975 le général Malloum, ulcéré par l'établissement de relations directes entre la France et les preneurs d'otages, notifie en effet à Paris sa décision d'obtenir, dans un délai de trente jours, l'évacuation de toutes les forces françaises stationnées dans son pays. Cette mesure, sans grande conséquence immédiate, révélera ses effets pernicieux quand le Tchad aura, quatre ans plus tard, à nouveau grand besoin du soutien militaire de la France.

En attendant, les solides forces de sécurité, mises en place par le général Cortadellas, tombent peu à peu en déliquescence. Elles connaissent un grave problème d'encadrement, les officiers les meilleurs étant utilisés dans les organismes gouvernementaux, au détriment des formations militaires auxquelles ils devraient théoriquement appartenir. Ce constat est d'autant plus préoccupant que la rébellion connaît, dans le même temps, une complète réorganisation. Les différents mouvements qui la composent se réarticulent, améliorent la qualité de leur recrutement, et se dotent d'armements et d'équipements performants en provenance de Libye. Car le colonel Kadhafi apporte désormais un soutien considérable aux rebelles tchadiens. Au nord, la « 2^e armée » de Goukouni Oueddei et le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) d'Acyl Ahmat reçoivent en abondance RPG7, mortiers de 81 et de 120, bitubes de 14,5, canons de 106 SR, missiles sol-air SAM 7, AK47, mitrailleuses, et kalachnikov par centaines, le tout fourni avec une pléthorique dotation en munitions. Un

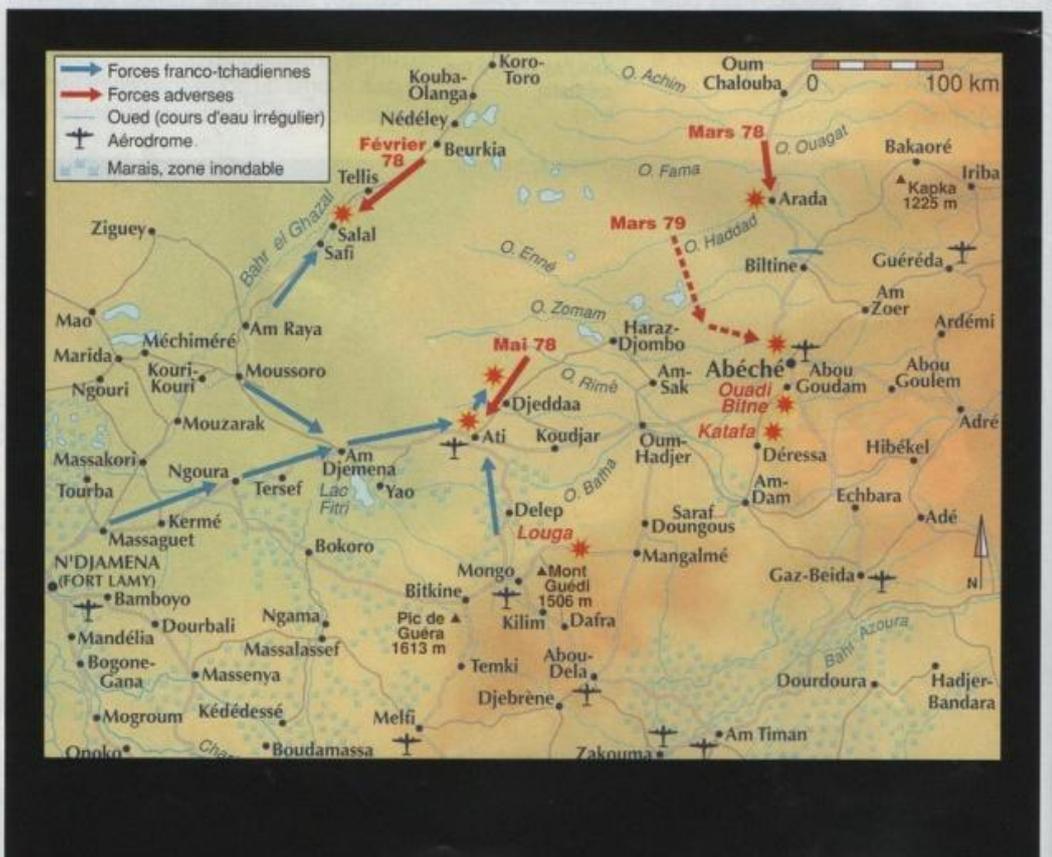


Une du quotidien *France Soir* du 1er février 1977 annonçant la libération de Françoise Claustre à Tripoli après 33 mois de détention comme otage dans le Tibesti. © AFP



Goukouni Oueddei photographié à N'Djamena le 3 mai 1979. © AFP

parc de véhicules entièrement neuf à base de blindés à roues de construction soviétique, de jeeps Toyota et de camions Mercedes donne aux rebelles la possibilité de mener la guerre de mouvement qu'ils affectionnent. Dans les départements du Guéra du Batha, du Ouaddaï et du Salamat, la « 1^{re} armée » de Mahamat Abba Saïd (1^{re} armée populaire) et d'Abdoulaye Adoum Dana (1^{re} armée Volcan), plus adaptée à des actions de guérilla, est moins richement fournie. Elle bénéficie par contre, d'un important lot de mines anti-véhicules destinées à enlever toute



OPÉRATION TACAUD TCHAD, 1978-1980

Départ en patrouille d'une unité de l'ANT, juin 1978.
© ECPAD

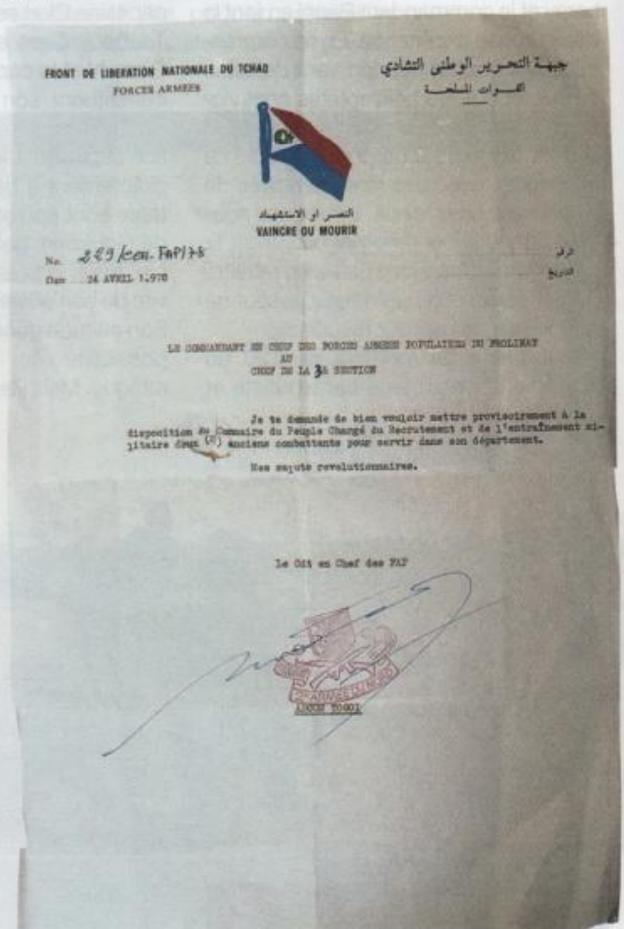


mobilité à son adversaire. En juillet 1977 Goukouni passe à l'attaque. Il bouscule aisément une ANT dont l'état matériel et moral s'est, en cinq ans, considérablement dégradé. Il s'empare de Zouar et de Bardaï et se rend ainsi maître de tout le Tibesti. Du 14 au 18 février 1978, Fada, Ounianga Kébir et Koro Toro tombent à leur tour entre ses mains. L'importante garnison de Faya-Largeau capitule sans combat. L'ANT est en pleine déroute. Pour le général Malloum c'est l'hallali ! La route de N'Djamena est largement ouverte. Tandis que la panique s'empare de la capitale, le général demande en toute urgence le secours de la France. Instamment sollicité par plusieurs chefs d'État africains qui, inquiets des succès de la rébellion, souhaitent une rapide intervention française, le président Giscard d'Estaing donne son accord de principe. Il se dit décidé à aider le général Malloum pour défendre le Tchad « utile », c'est-à-dire la partie du pays situé au sud

d'une ligne Biltine-Moussoro. Une tentative de règlement du conflit par la négociation échoue à Benghazi. Poussé par le colonel Kadhafi, Goukouni prétend que le général Malloum ne respecte pas ses engagements et reprend le combat. Il s'empare des postes de Salal le 15 avril et d'Arada le 17. Devant l'aggravation de la menace, une réunion de crise se tient à l'Élysée. La décision y est prise de défendre N'Djamena. L'opération baptisée *Tacaud* débute à cet instant. Mais discrètement et non sans provoquer beaucoup de réticences. Cette discrétion et ces réticences ont de multiples raisons : en février 1978, la France est en pleine campagne électorale. Une intervention militaire en Afrique risque d'être aussi mal perçue par l'opinion publique que l'avait été celle conduite en 1969 par le général Cortadellas. Par ailleurs, l'état-major des armées a mal digéré l'expulsion de nos forces, exigée par le général Malloum, au moment

de l'affaire Claustre. De surcroît, l'armée de terre est alors absorbée par une réorganisation qui impose une importante réduction de ses moyens. Enfin, en cette année 1978, les armées françaises interviennent déjà en Mauritanie, au Liban et au Zaïre. Il ne faudrait pas que Tacaud soit une opération de trop. Toutes ces raisons expliquent pourquoi l'envoi d'unités françaises va se faire au coup par coup, sans plan d'ensemble, uniquement en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain. Dans l'immédiat, l'urgence est de faire face à la menace que constitue la prise de Salal par Goukouni. Salal n'est qu'un petit poste administratif de 500 habitants, mais il ouvre la porte de N'Djamena par Moussoro et Massaguet. Le général Huguet, commandant les forces françaises de *Tacaud*, décide donc de le reprendre. Il en charge le capitaine Clerc commandant le 2^e escadron du RICM qui vient tout juste d'arriver de Vannes et dont les personnels n'ont guère eu le temps de s'habituer au climat tchadien. Renforcé de quelques éléments de l'ANT et d'un détachement d'hélicoptères équipé de canons et de missiles, tout aussi mal préparé à l'implacable température de ce début de saison sèche, Clerc est le 16 avril dans

Document du FROLI-NAT saisi par les Français.
© ECPAD



Soldats de l'ANT devant les bâtiments d'une compagnie de la gendarmerie nationale tchadienne, 1978.
© ECPAD



la matinée en vue de Salal. Les cinquante degrés à l'ombre (mais où trouver de l'ombre ?) agressent les organismes des jeunes marsouins qui vont de surcroît bientôt connaître leur baptême du feu. Les renseignements sur l'ennemi sont dramatiquement inexistant. Un appareil AD4 de l'ANT, piloté par un sous-officier français, envoyé en reconnaissance sur le poste administratif, est abattu par un missile SAM7. Clert découvre brutalement qu'il doit faire face à près de 500 rebelles Toubou, dotés d'une trentaine de véhicules, d'armes antichars et anti-aériennes modernes, résolus au combat et remarquables tireurs. Les officiers et les sous-officiers français sont apparemment leurs cibles préférées. L'adjudant Leray et le commandant Pagni en font la douloureuse expérience. En fin d'après-midi, alors qu'un très fort vent de sable se lève et que les hélicoptères sont victimes de multiples incidents de tir, Clert doit se résoudre à ordonner le repli. Le lendemain, avec des renforts arrivés de N'Djamena dans la nuit, il lance une nouvelle attaque. Contenu par un violent tir d'armes lourdes, il doit battre en retraite. Dans l'après-midi, un nouvel assaut ne donne pas de meilleur résultat. Une batterie de mortiers de 120 du 35^e régiment d'artillerie parachutiste et

une formation de lance-roquettes multiples de l'ANT sont alors dépêchées de N'Djamena. Le commandement de l'opération passe aux ordres du chef de bataillon Taczanowski de l'état-major de Tacaud. Le plan de cette nouvelle attaque prévoit une action d'automitrailleuses et d'infanterie sur un nouvel axe, après une navigation de nuit à la boussole. Tous les moyens de feux disponibles appuieront cette action. Dans la nuit du 18 au 19 avril, les unités gagnent leurs bases de départ. L'assaut est donné au lever du jour. Plusieurs groupes de rebelles placés en protection du bordj du poste administratif subissent de lourdes pertes mais refusent de se rendre. En abordant le bordj, l'automitrailleuse du capitaine Clert est prise d'assaut par les Toubou. Clert est blessé, le sergent Gemehl et le caporal-chef Fontaine, qui constituent son équipage, sont tués. Sous le feu, le lieutenant Cuquel dégage son capitaine. L'escadron parvient alors difficilement à décrocher. Les combattants sont épuisés. Une contre-attaque de Goukouni pourrait s'avérer redoutable, mais, impressionné par la combativité de son adversaire, il ne la tente pas. Son attitude donne au général Huguet la possibilité de lancer une nouvelle attaque. Mais Paris, ne voulant pas avoir

Jaguar gardé par un parachutiste du 8^e RPIMA de Castres sur le tarmac de l'aéroport de N'Djamena. © ECPAD

Mise en batterie d'un mortier de 120 mm. © ECPAD



à déplorer de nouvelles pertes s'y oppose. Pour Tacaud, la bataille de Salal est un échec dans la mesure où la localité n'a pas été reprise. L'insuffisance de renseignement sur l'ennemi, le manque total de préparation de la troupe au climat tchadien, et surtout l'absence d'appui aérien en sont la cause.

Le commandement en tire la conséquence la plus urgente : il faut fournir à Tacaud un appui aérien conséquent et ne faire intervenir nos troupes au sol qu'en liaison étroite avec cet appui. Le 27 avril, un groupe de chasse de dix Jaguars de la onzième escadre et les KC135, ravitailleurs en vol correspondants, décollent de Dakar pour N'Djamena. Leur arrivée dans la capitale tchadienne y est accueillie avec enthousiasme.

D'ailleurs, pour Goukouni, Salal n'est qu'un demi-succès. Il a certes tenu tête aux Français et les a forcés au repli. Mais Acyl Ahmat lui reproche de ne pas avoir exploité sa victoire, alors que la route de N'Djamena lui était ouverte. Il prend donc ses distances avec son allié, et décide de mener séparément son combat. Cette division dans la rébellion est un atout pour le général Bredèche, nouveau commandant des éléments français

Le capitaine Ivanoff commandant le 1^{er} escadron du 1^{er} REC examine une AK 47. © ECPAD

AML 90 du 1^{er} escadron du 1^{er} REC. © ECPAD



OPÉRATION TACAUD TCHAD, 1978-1980

(COMELEF), qui reçoit instruction de « *casser la dynamique de la victoire chez les rebelles, et de ramener la confiance à N'Djamena* ».

Il s'y emploie, dès le début mai, en menant des opérations de dégagement de Mongo, chef-lieu du Guéra. Le 11, un renseignement fourni par une patrouille de Jaguar en vol de reconnaissance, signale la présence d'une cinquantaine de rebelles à 80 km de Mongo sur la route de Mangalmé. Le détachement, aux ordres du capitaine Lhuillier, immédiatement envoyé sur les lieux, accroche à hauteur du village de Louga, une bande de la « 1^{re} armée », forte d'une centaine d'hommes de la faction de Mahamat Abba Saïd, qu'il met en fuite après lui avoir causé de lourdes pertes. Ce succès est toutefois assombri par une fort mauvaise nouvelle : le 19 mai la gendarmerie d'Ati rend compte de la prise de la ville par un important parti rebelle lourdement armé. Il s'agit du CDR d'Acyl Ahmat qui vient de se séparer de Goukouni. Ville-marché de 4000 habitants, Ati est situé à la « poignée de l'éventail » sur les pistes N'Djamena-Abéché, ouest-est et Mongo-Iféna, sud-nord.

Sa conquête fait peser une menace simultanée sur la capitale – grâce au contournement par le sud du verrou de Moussoro – et sur le chef-lieu du Ouaddaï, tout en permettant à Acyl Ahmat de tendre la main à la « 1^{re} armée » opérant dans les départements du Batha, et du Guéra. Le commandement de Tacaud doit réagir.

Il fait converger sur Ati tous les moyens disponibles à Moussoro et à Mongo. Mais un grave accident et une embuscade heureusement contournée retardent l'escadron Ivanoff du 1^{er} Étranger de cavalerie.

Le lieutenant-colonel Lhopitalier, commandant le détachement de Mongo, doit se résoudre à attaquer Ati avec ses seuls moyens. En approchant de la localité la 3^e compagnie du 3^e régiment d'infanterie de marine est bloquée sous les tirs adverses. Seule l'arrivée des Jaguars lui permet de commencer à manœuvrer. Le capitaine Lhuillier raconte la suite : « *Les chasseurs survolent la ville à très basse altitude, les réacteurs à pleine puissance. Ils viennent par la gauche et reviennent dans notre dos. Ils foncent droit vers nous, sans aucun bruit, à moins de 300 pieds/sol. Soudain, tout s'enchaîne : le crépitement des rafales des canons, les étuis de 30 mm éjectés qui s'écrasent dans un nuage de poussière à 200 mètres de nos premières lignes, le bruit infernal des réacteurs qui nous*

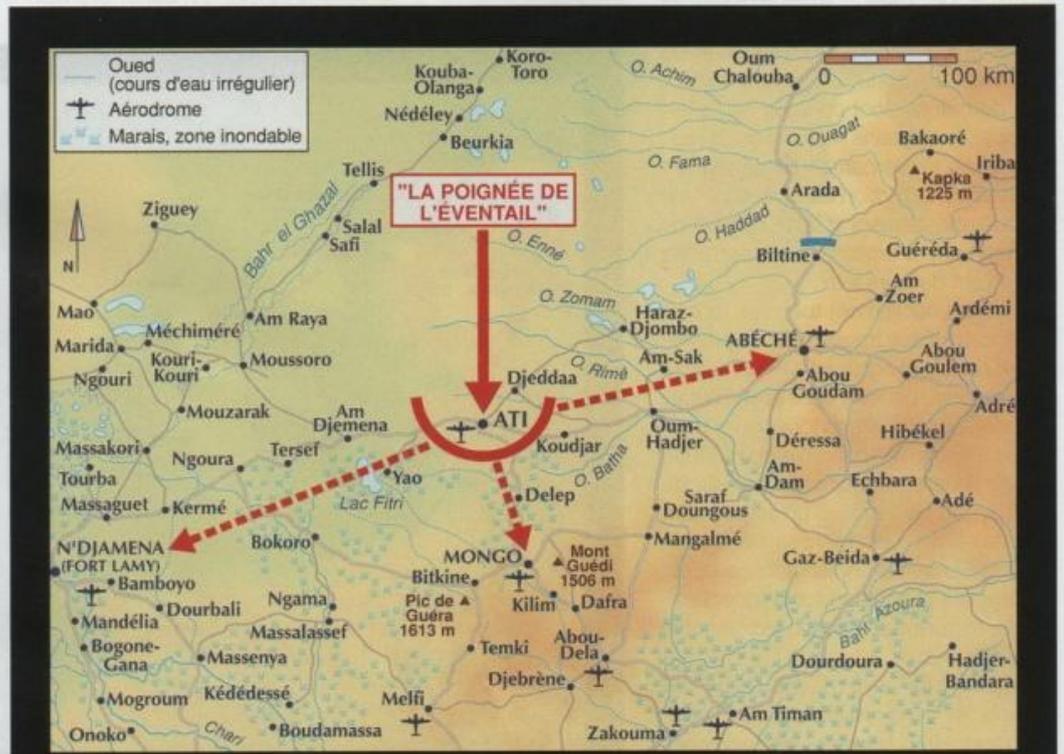


explose les tympans ! Le courage des pilotes, qui prennent des risques énormes, fait notre admiration. Grâce à eux, l'assaut est donné et la première ligne de résistance adverse franchie ! Mais le combat continue. L'adjudant Allouche est mortellement atteint, le sergent Libmond et le marsouin Delevallee grièvement blessés. 150 mètres nous séparent de l'entrée dans la ville, 150 mètres de sable brûlés par le soleil et balayés par les tirs ennemis. Ces quelques mètres de sable hypnotisent les hommes. Je sais qu'ils attendent l'ordre, tout en le redoutant ; alors j'ai donné l'ordre : on y va ! Toute l'unité se lève et avance sur un front d'à peine 100 mètres. Les premiers pas sont très durs. Les balles claquent à mes oreilles. Alors j'ai envie de chanter. Je demande à mon

radio de donner le ton d'un air bien connu à la compagnie. Ce n'est pas facile au début, mais peu à peu et à gorge déployée le chant monte : « le gars Pierre » Plus de peur mais une immense fierté ! En face c'est la panique. L'ennemi abandonne ses positions, affolé par le spectacle de ces hommes surgis du sable, et qui s'avancent vers eux en chantant. Les hommes avancent, et la murette qui ceinture la ville se rapproche. Elle est franchie au moment où le caporal Lenepveu est frappé d'une balle en pleine tête. L'assaut est terminé ! »

Le lendemain, au lever du jour, quand l'escadron Ivanoff et la compagnie du 3^e régiment d'infanterie de marine pénètrent dans la ville, pour en achever la conquête, ils constatent que les rebelles

Posé d'assaut d'un Transall sur la piste d'Ati.
© ECPAD



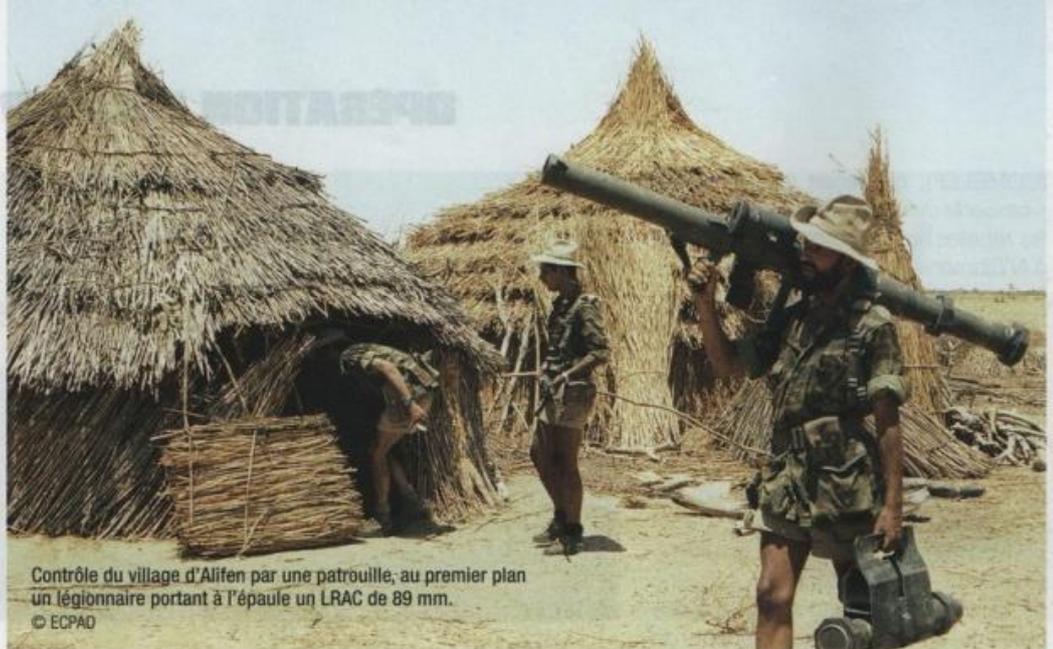
l'ont évacuée à la faveur de la nuit, y abandonnant leurs morts et une soixantaine d'armes de tous calibres.

Dans les jours qui suivent la reconquête d'Ati, les renseignements concordent pour signaler la présence à Djedaa – localité située à 50 km au nord-est de la préfecture du Batha – de 500 à 600 combattants du CDR installés dans les bâtiments administratifs de la sous-préfecture et dans la palmeraie qui s'étend plein est. Pendant ce temps, à N'Djamena, le lieutenant-colonel Hamel, commandant le 3^e régiment d'infanterie de marine, se prépare à partir pour Abéché, dont le général Bredèche veut renforcer la garnison. Hamel propose au COMELEF de profiter de son passage à Ati pour déloger l'ennemi de Djedaa. Le général donne son accord de principe mais Paris, redoutant les combats de mêlée et les pertes en vies humaines, que l'opinion publique ne comprendrait pas, refuse dans un premier temps. Il finit cependant par revenir sur sa décision quand un nouveau renseignement précise les intentions des combattants de Djedaa : ils attendraient le départ d'Hamel vers Abéché pour tenter de reprendre Ati.

L'ordre est donc donné d'« effectuer une reconnaissance sur le village et la région de Djedaa pour y détruire les rebelles qui s'y trouveraient ». Hamel, qui sans attendre, a étudié son affaire sur la carte, lance son opération le 31 mai au lever du jour. Son intention est de bénéficier de la surprise en attaquant Djedaa par l'ouest, tout en menant une opération de diversion au sud, là où l'ennemi l'attend. Les unités du capitaine Ivanoff, du 1^{er} Étranger et du capitaine Cadiou du 3^e régiment d'infanterie de marine sont chargés de l'effort principal, le capitaine Marchal du 2^e régiment étranger de parachutistes prenant à son compte l'action de diversion. Une patrouille de Jaguars et la 1^{re} batterie du 11^e régiment d'artillerie de marine les appuieront de leurs feux.

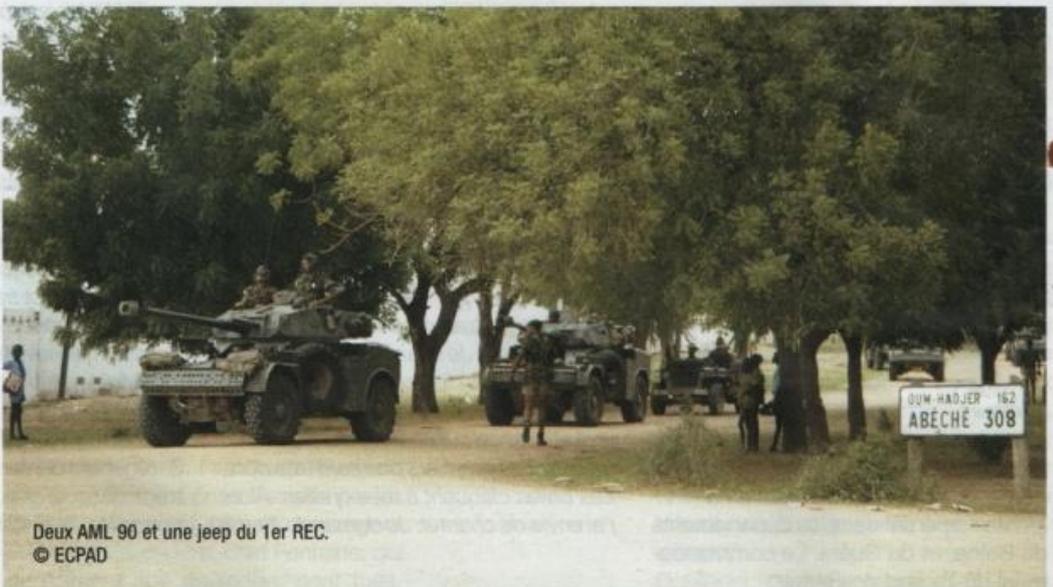
Combinant habilement tous ces feux et la manœuvre des troupes au sol, Hamel, maître de la cité administrative en début d'après-midi, pénètre dans la palmeraie le lendemain au lever du jour pour y trouver un arsenal considérable abandonné par les rebelles en fuite. La bataille de Djedaa, gagnée au prix d'un Jaguar dont le pilote est heureusement sauvé, constitue pour Tacaud un indiscutable succès. Elle stabilise la situation sur la ligne Salal-Arada, et consacre l'échec indiscutable de la rébellion.

Pour autant, la Libye n'a pas renoncé à s'immiscer dans les affaires du Tchad. Le 5 mars 1979, une nouvelle fois abon-



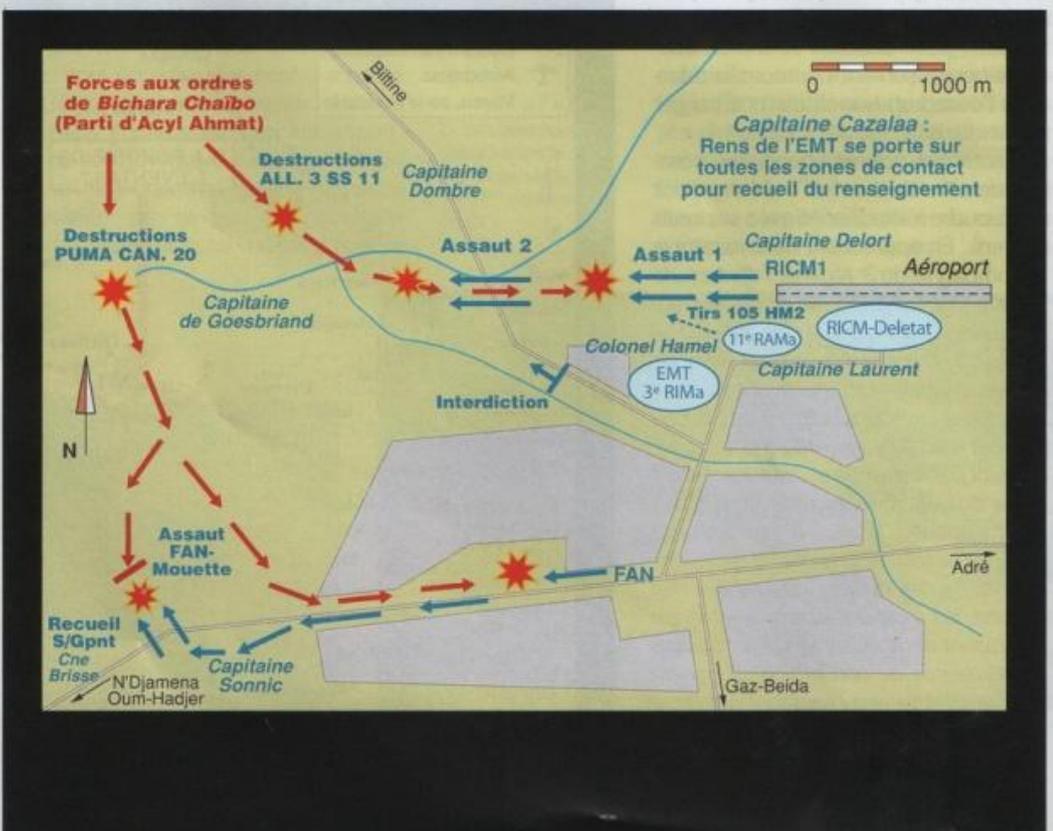
Contrôle du village d'Alifen par une patrouille; au premier plan un légionnaire portant à l'épaule un LRAC de 89 mm.

© ECPAD



Deux AML 90 et une jeep du 1er REC.

© ECPAD



OPÉRATION TACAUD TCHAD, 1978-1980

damment armé et équipé par le colonel Kadhafi, Acyl Ahmat lance 800 hommes et 50 véhicules à l'assaut d'Abéché défendu conjointement par un groupe de *Tacaud*, aux ordres du lieutenant-colonel Hamel, et un détachement des Forces armées du Nord d'Hissen Habré. Le moment de surprise passé, le combat tourne rapidement au désavantage des hommes du CDR. Le capitaine Delort du RICM brise, avec ses automitrailleuses, l'attaque des rebelles, tandis qu'Hamel transforme leur retraite en déroute, en faisant intervenir ses hélicoptères dont à plusieurs reprises les missiles SS11 font mouche. En fin de journée, l'affaire est entendue : le CDR abandonne sur le terrain plus de 300 tués et 850 armes de tous calibres. *Tacaud*, qui déplore la mort du caporal-chef Parent, clôt par une victoire sans appel la série de ses combats contre la rébellion.

Il lui faut alors aider au retour à la paix et à la réconciliation nationale que souhaite la très grande majorité des Tchadiens. Cette attente paraît exaucée quand, le 11 novembre 1979, réunies à Douguia sous la protection des forces françaises, toutes les « tendances » tchadiennes trouvent un accord pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale. C'est malheureusement sans compter avec la nuisance de la Libye, qui s'acharne à exploiter les divisions de son voisin du Sud pour y imposer sa loi. Afin de contrer les manœuvres du colonel Kadhafi, la France, en s'efforçant d'éviter l'accusation de néocolonialisme, est



alors contrainte de poursuivre son effort militaire. Les opérations *Manta* et *Épervier* succèdent à *Tacaud*.

La mort du « guide » libyen change totalement la donne en tarissant la source où s'abreuyaient les mouvements de rébellion. La paix semble donc, au Tchad, plus assurée qu'elle ne le fut jamais.

Mais la menace grandissante d'AQMI dans la zone sahélo-saharienne va, sans doute amener N'Djamena à s'impliquer dans son éradication. Le Tchad constitue en effet un verrou dans la région face au pourrissement du Nord-Mali, et les guerriers tchadiens sont les rares, parmi les troupes africaines, à pouvoir s'opposer victorieusement aux combattants islamistes. Pour la France, qui est la première visée par la menace terroriste d'AQMI, le Tchad représente la base de

départ évidente pour toutes « projections » dans l'arc sahélo-saharien de l'Atlantique à la mer Rouge, qui constitue pour elle une zone d'intérêt prioritaire. Le prépositionnement actuel de ses forces à N'Djamena et Abéché est enfin un atout de première importance, car il est le garant d'une grande rapidité d'intervention en cas de besoin, et l'assurance d'un soutien logistique indispensable à une possible opération au Nord-Mali. ●

Transall français assurant une navette au profit de la population, mars 1980.
© ECPAD

BIBLIOGRAPHIE

Le général de Tonquédec est l'auteur de :
- *Dans la bataille ou la tempête*, (collectif), Lavauzelle, 2009.
- *Face au Darfour*, Lavauzelle, 2010.
- *Face à Kadhafi, opération Tacaud, Tchad 1978-1980*, SOTECA, 2012.

Intervention de l'EM-MIR en mars-avril 1980.
© ECPAD

